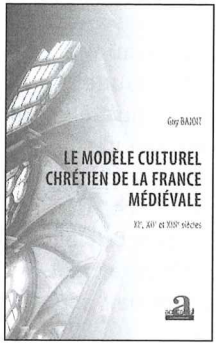
Guy BAJOIT, *Le modèle culturel chrétien de la France médiévale. XIe, XIIe et XIIIe siècles,* Louvain-la-Neuve, Academia, 2020, 410 p.



Professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, Guy Bajoit développe depuis plusieurs années un ambitieux travail de sociologie historique (qui n'est pas sans évoquer l'entreprise de Norbert Elias, quoique sur des bases assez différentes), autrement dit d'élaboration d'un modèle sociologique permettant de rendre compte des transformations longues de l'Occident. *Le modèle culturel chrétien de la France médiévale. XIe, XIIe et XIIIe siècles* constitue le troisième tome de ce travail qui a débuté avec la Grèce et s'est poursuivi avec Rome, et qui comporte aussi un volet méthodologique (*La maison du sociologue. Vers une théorie sociologique générale*, Academia, 2017).

L'auteur part du principe que les collectivités humaines, confrontées à des conditions particulières, organisent les relations sociales notamment en créant de la culture. Tout modèle culturel donne du sens, c'est-à-dire indique aux membres de la collectivité ce qu'il est juste, bon, vrai et beau de faire ; ce sens étant légitimé par une référence qui peut être surnaturelle (Dieu, les Ancêtres, etc.), naturelle (les Lois de la Nature, etc.), sociale (la Patrie, etc.) ou individuelle (le Libre Arbitre, etc.).

Le présent ouvrage étudie le modèle culturel du Moyen-Age, limité pour des raisons pratiques aux territoires qui formeront plus tard la France, et aux XIe-XIIIe siècles, quand le régime féodal commence à faire face à la montée des villes et à la résurgence des royautés. Bajoit pose deux questions. Tout d'abord, quelles logiques sociales ont permis aux rois capétiens de construire la France ? Ensuite, comment l'Eglise a-t-elle réussi à s'imposer à l'ensemble de la société française ? Si la réponse à ces questions passe par un récit détaillé des événements, l'enjeu sociologique est de faire ressortir ce que l'on pourrait appeler les mécanismes à l'œuvre dans cette histoire.

Pour la première question, l'auteur explique que les Capétiens ont su jouer des règles de la féodalité – exploitant leurs serfs, nouant des alliances matrimoniales, distribuant des faveurs à leurs affidés, etc. – mais aussi favoriser les marchands des villes contre leurs seigneurs, ce qui leur a permis d'augmenter leur richesse et leur puissance. Un deuxième facteur de réussite est la situation relativement calme de la France (seules les relations avec les « Anglais » sont conflictuelles) et l'appui de la hiérarchie ecclésiastique. La troisième raison est que les seigneurs féodaux, à un moment donné, ont eu intérêt à bénéficier de la protection des Capétiens plutôt que de s'opposer à eux. Ensuite, les Capétiens sont parvenus à se poser, aux yeux du peuple, en défenseurs des pauvres, grâce à l'appui

des organisations caritatives de l'Eglise et aussi au fait que les paysans et les citadins étaient plus souvent en conflit avec les seigneurs locaux qu'avec le souverain. Enfin, les Capétiens ont appliqué à l'aristocratie les règles strictes de la morale chrétienne, ce qui leur permettait de contrôler les mariages (et donc les alliances) entre les divers seigneurs de leur territoire.

La seconde partie de l'ouvrage explique comment l'Eglise est parvenue à s'imposer auprès du pouvoir séculier. Souvent seigneurs féodaux eux-mêmes, les évêques et les abbés disposaient du monopole sur l'« économie de l'au-delà », captant ainsi nombre de donations et d'héritages. D'autre part, les croisades ont permis à la papauté de consolider les alliances avec les rois et de détourner la violence guerrière vers des contrées éloignées de l'Occident. En outre, la réforme grégorienne du clergé a favorisé l'idée que la tâche des prêtres consistait à prier pour les nobles et les paysans, si bien que l'Eglise monopolisait la gestion du sacré et rendait redoutable l'outil de l'excommunication. Un autre facteur important fut l'implication de l'Eglise dans le maintien de la paix et les œuvres sociales, qui soulageaient une partie des misères des pauvres.

La dernière partie du livre prolonge la réflexion sur le modèle culturel chrétien féodal. Le chapitre VII en interroge les marges avec l'exemple de l'hérésie cathare, qui permet d'analyser comment l'Eglise institutionnelle fit face à la contestation spirituelle et temporelle. Le chapitre VIII analyse, sans porter de jugement, comment le christianisme est passé de l'utopie des premières communautés à l'idéologie dominant la féodalité. Un épilogue brosse à très grands traits les siècles qui courent du Moyen-Age à la révolution française, où l'on change d'époque. Dans une brève conclusion, Bajoit revient sur sa théorie générale.

Quel regard jeter sur cette véritable fresque ? Les spécialistes trouveront certainement à redire sur tel ou tel point : contrairement à ce qu'avance l'auteur, l'Eglise n'a pas condamné l'œuvre de Thomas d'Aquin mais seulement certaines de ses thèses ; il n'est peut-être pas assez souligné que les membres du haut clergé étaient en même temps des seigneurs féodaux ; quelques ouvrages cités dans le texte sont absents de la bibliographie, l'usage de la psychanalyse pour expliquer la mentalité médiévale est sujet à caution… Toutefois, la profondeur d'un livre ne tient pas à ce que toutes ses affirmations soient indiscutables, mais au contraire à ce qu'il invite à la discussion. Or c'est le cas de cet ouvrage, tant le modèle d'intelligibilité forgé par l'auteur se révèle pertinent, argumenté et suggestif.

Stanislas Deprez